



HAL
open science

Rendre la politique populaire pour s'émanciper du gouvernement des hommes

Michel Pigenet

► **To cite this version:**

Michel Pigenet. Rendre la politique populaire pour s'émanciper du gouvernement des hommes. L'Autre voie pour l'humanité, 2018, 978-2-37607-157-0. hal-03748624

HAL Id: hal-03748624

<https://hal.science/hal-03748624>

Submitted on 9 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Rendre la politique populaire pour s'émanciper du gouvernement des hommes

Michel Pigenet, professeur émérite d'histoire contemporaine, Paris 1

Faut-il un « débouché » politique aux mouvements sociaux ? Beaucoup le ressentent du côté de ce qu'il reste de gauches réduites, au mieux, au rôle de mouches du coche de mobilisations qui les ignorent et ne leur doivent rien. Au pire, ses composantes arborent leur certificat de « parti de gouvernement » acquis à force de renoncements. Les plus audacieux avancent l'idée d'une VI^e République, mais peinent à convaincre eu égard à ce que leurs pratiques actuelles révèlent de la difficulté à se poser en authentique alternative politique. Tel est bien, pourtant, l'un des défis à relever dans l'urgence qu'impose l'aiguissement de la crise du politique.

La crise du politique

Les signes ne manquent pas d'une désaffection envers la politique instituée, grosse de désenchantement démocratique. En novembre 2017, 38 % des personnes sondées affirmaient souhaiter l'instauration d'un régime autoritaire et 55 % se déclaraient prêts à confier la direction du pays à des « experts » non élus. Moins séduits par ces solutions, les ouvriers et les employés persistent, en revanche, à bouder plus souvent les urnes. Avec les jeunes, ils fournissent une part notable des bataillons d'abstentionnistes, en hausse constante depuis 1981. En mai 2017, Emmanuel Macron a obtenu les suffrages de 44 % des inscrits, quand Jacques Chirac, également confronté, quinze ans plus tôt, à un adversaire d'extrême droite approchait les 62 %. Au second tour des législatives de 2017, les suffrages recueillis par l'ensemble des candidats encore en compétition atteignaient à peine 43 % des inscrits, taux de participation tombé à 31 % chez les ouvriers.

Le décrochage de l'électorat populaire, que redouble la non-inscription électorale – plus de 4,5 millions de citoyens -, a des effets de « cens caché », tandis que la plus forte mobilisation des plus aisés accroît leur influence sur les élus. La sensibilité confine à la connivence quand la représentation politique nationale présente une image inversée de la société française. Les discours sur l'entrée de la « société civile » au Palais Bourbon ne résistent pas à l'examen des faits. L'Assemblée élue en 2017 compte moins de 5 % d'employés et d'ouvriers, qui forment près de la moitié des actifs. Pour ne pas être nouveau, le défaut de représentativité sociale s'est aggravé au fil des législatures. Assez pour susciter le doute sur les politiques mises en œuvre. Selon un sondage de 2013, 88 % des personnes interrogées estimaient que les gouvernements, de droite ou de gauche, « ne se préoccupent pas des gens comme [eux] ».

Bien avant l'arrogance macronienne, les gouvernants se sont appliqués à désintéresser les classes populaires des affaires de l'État. Celui-ci « ne peut pas tout », croit bon répondre, en 1999, un Premier ministre socialiste, sommé de réagir à une vague de « plans sociaux ». La déclaration officialise la subordination des pouvoirs publics aux « lois de l'économie ». En rupture avec la tradition volontariste de la gauche, le propos dresse le constat de la toute-puissance de la finance, prompt à profiter du moindre différentiel fiscal et salarial. Il est contemporain des transferts de souveraineté au bénéfice d'institutions bruxelloises maintenues à bonne distance des mobilisations populaires. Dépossessions rien moins qu'involontaires, toutefois, si l'on se souvient que l'initiation, puis l'accélération du rouleau compresseur néo-libéral résulta de décisions politiques appliquées avec détermination à compter des années 1980. La main invisible du marché put compter sur la vigoureuse poigne de l'État. Le changement de cap inverse la mutation historique de l'État organisateur collectif en État social. Il dévoile la face « régaliennne » de la « vieille machine », répressive et passablement prédatrice, de l'État gendarme au service des classes dirigeantes. Si l'évolution rencontre les inquiétudes sécuritaires de citoyens en proie aux méfiances et replis des temps difficiles, elle affaiblit d'autres protections. Le moment populiste est le fruit de ces contradictions.

Née à gauche au XIX^e siècle, l'étiquette revient en force dans les années 1980 à des fins de stigmatisation pour attribuer aux classes populaires la responsabilité des percées électorales de

l'extrême droite. La corrélation réactive le spectre des « classes dangereuses », dont l'incorrigible incapacité politique menacerait la démocratie. Elle valide, au passage, l'imposture démagogique du Front national paré de préoccupations sociales et autorise la disqualification, par amalgame, de toute contestation politique de l'ordre existant. Au vrai, la gauche de mobilisation serait fondée à s'en réclamer, à condition d'en proposer une définition rigoureuse, débarrassée de ses ambiguïtés actuelles. On en est loin quand son usage, marqué au coin d'un élitisme sous-jacent, cède aux impératifs du plus délégué des scrutins, l'élection présidentielle. Quant à l'appel au « peuple » ou aux « gens », supposé éclairer l'antagonisme majeur avec « l'oligarchie », il participe d'un souhait explicite d'écarter toute référence de classe.

Reconnaissance d'une politique populaire

Les milieux populaires apparaissent, globalement, les plus éloignés de la politique instituée, imprégnée de juridisme, portée à l'abstraction et à l'affirmation d'opinions individuelles. Il ne s'ensuit pas qu'ils s'en désintéressent. Leur consentement à son autorité dépend de son aptitude à satisfaire leurs attentes existentielles. Deux d'entre elles se détachent, clés du clivage gauche/droite. La première concerne la sécurité, considérée sous l'angle de la sûreté personnelle, de l'efficacité administrative, mais aussi de la protection sociale, dans la continuité de laquelle s'affirme l'autre grand critère : la justice et les notions qui lui sont associées, de l'équité à l'égalité.

Par-delà l'ample registre des attitudes possibles – ralliement, acceptation, soumission, dissidence, rejet... -, les historiens ont mis à jour les traits d'une « politique populaire », dont les ressorts sont la quotidienneté, la proximité, l'immédiateté et l'égalitarisme. À ce titre, on a pu la qualifier de « directe » ou « en actes », tournée vers les réalisations concrètes - pain, salaires, emplois, etc. Parfois tenue pour « archaïque » ou « infrapolitique », en deçà de l'explicitation d'enjeux et de l'élaboration des projets généraux propres au politique. Les valeurs qui la fondent et les pratiques qu'elle promeut revêtent bel et bien, cependant, une dimension politique, y compris par leurs manières de contourner, voire de subvertir, la politique instituée. Elle donne aussi à comprendre comment les dominés usent des ressources de cette dernière au point de l'infléchir, voire de la transformer.

Expériences historiques et perspectives émancipatrices

La Révolution française la donne à voir dans le sillage de la formidable dynamique sociale consécutive à l'émancipation politique de millions de citoyens. On songe à la sans-culotterie, dont le principe unanimiste conduit à lui subordonner les velléités d'autonomie des communautés corporatives, contrepartie de l'avènement du « citoyen-ouvrier » et de l'intervention du politique dans la fixation des tarifs au nom du « bien général ». Là prend forme, en France, l'idée que la République est plus qu'une forme de régime, mais le cadre approprié d'une démocratie tendue vers la justice sociale, l'émancipation et le bonheur du plus grand nombre.

La Commune de Paris est un autre moment privilégié d'expression d'une « politique populaire ». Inspirée du précédent de 1793, elle procède aussi du mouvement ouvrier. En quelques semaines, la révolution parisienne expérimente un régime inédit de démocratie directe et populaire, restaure le mandat impératif, établit l'élection à toutes les responsabilités politiques et administratives, avec possibilité de révocation. Vaincue par les armes, elle conclut l'ère des prises d'armes populaires, mais stimule la réflexion sur la nature de l'État et l'impératif révolutionnaire de son abolition.

Dans l'attente, le mouvement ouvrier apprend à user des ressources de la République bourgeoise. L'accommodation précipite, la loi aidant, la séparation fonctionnelle entre parti(s) et syndicat(s). Soucieux d'une conquête institutionnelle du pouvoir, les socialistes peinent à concilier l'ambition de construction d'un parti de classe et les exigences d'efficacité électorale et parlementaire. Aussi bien la SFIO reproduit-elle en son sein la subordination ouvrière inhérente à la politique instituée. À l'inverse, l'option syndicaliste en appelle à l'intervention directe des travailleurs organisés en syndicats,

« groupements de résistance » pour les luttes quotidiennes du présent et bases « de production et de répartition » de la future société sans État à construire au lendemain de la grève générale.

Si la catastrophe de 1914 signe l'échec historique de ces deux voies, les espoirs soulevés par la révolution d'Octobre 1917 réactivent la perspective communiste. À travers sa volonté d'identification au prolétariat, le jeune PCF forge dans les douleurs de la « bolchevisation » imposée par Moscou les outils de ses objectifs. Il promeut à sa tête des militants ouvriers, s'organise et agit dans les usines et construit pour des décennies une culture partisane inédite. L'échec du modèle soviétique, dont l'accomplissement collectiviste ne suffit pas à surmonter l'institutionnalisation inhérente à l'excroissance d'un monstrueux État parti, ronge l'ambition émancipatrice du projet communiste. Le PCF, fort de son audience électorale, s'enferme dans le schéma politico-institutionnel éprouvé en 1936. Pendant comme après le formidable ébranlement de 1968, il tarde à s'approprier le potentiel révolutionnaire de l'aspiration autogestionnaire. L'abandon sans véritable débat du concept démonétisé de « dictature du prolétariat » laisse en suspens nombre de questions. Cette frilosité, justifiée par les priorités tactiques de l'heure, vire à la débandade, puis au désarmement idéologique après 1981. La participation à un gouvernement sous hégémonie socialiste atteint la crédibilité du PCF. Elle confirme son ancrage institutionnel et banalise sa relation avec les classes populaires qui s'en détournent.

La contestation radicale subsiste pourtant. Éclatée, moins dense et homogène, elle s'avère cependant plus profonde dans sa remise en cause multiforme des rapports de domination. Mais, de l'exacerbation des xénophobies aux intégrismes religieux, la barbarie s'invite aussi à l'ordre du jour de la protestation. Dans la course de vitesse engagée, le futur émerge des réalités du présent. Les aspirations à l'émancipation, l'existence des services publics et de l'économie sociale et solidaire, les solidarités de fait tissées sous les concurrences de la mondialisation, la conscience collective de ce que l'avenir de l'humanité dépend de celui de la planète, les potentialités libérées par la révolution numérique... ébauchent des maintenant les pistes du communisme. S'il ne s'agit pas de livrer, clé en main, la description minutieuse de ses contours, encore importe-t-il de s'attaquer aux questions trop longtemps glissées sous le tapis des tactiques de circonstance. Qu'en est-il, ainsi, de l'extinction de l'État par « la résorption entière de la politique dans l'économie » (Engels) et de la socialisation de cette dernière ? Comment penser, encore, l'articulation communiste du local et du mondial ? Etc., etc. ...

Quelques décennies avant la Révolution, Diderot se proposait « de rendre la philosophie populaire ». On serait tenté d'appliquer la formule à la politique, sauf qu'il ne s'agit pas de « politiser » le peuple, mais de s'appuyer sur les ressources de ses pratiques politiques pour s'émanciper du vieux clivage gouvernants/gouvernés et passer enfin du gouvernement des hommes à l'administration des choses.